



HAL
open science

Le Français langue étrangère en Afrique du Sud : sa place et son rôle dans la nouvelle répartition

Patricia N. Mathebula

► **To cite this version:**

Patricia N. Mathebula. Le Français langue étrangère en Afrique du Sud : sa place et son rôle dans la nouvelle répartition. *Alizés : Revue angliciste de La Réunion*, 1999, *Languages and Education : Parameters for Multicultural South Africa*, 18, pp.40-52. hal-02346454

HAL Id: hal-02346454

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02346454v1>

Submitted on 5 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le français langue étrangère en Afrique du Sud : sa place et son rôle dans la nouvelle répartition

Introduction

*A*u lendemain des élections démocratiques de 1994 en Afrique du Sud, des changements importants dans la conception du système d'enseignement ont vu le jour, sous l'impulsion du concept de "transformation". La transformation de l'enseignement universitaire, après la disparition de l'exécrable système d'apartheid, vise principalement l'équité et le développement national. Elle implique, entre autres, l'adaptation des programmes d'enseignement aux réalités locales, nationales et régionales, en lui gardant un caractère universel.

Outre la question de l'utilisation de l'anglais ou de l'afrikaans comme langues d'instruction dans les universités jadis réservées aux Blancs, l'enseignement des langues étrangères comme « majeurs » fait de temps à autre l'objet d'un débat, à cause du conflit entre les besoins de l'utilisation des langues sud-africaines et l'enseignement des langues étrangères qui ne sont pas d'usage courant dans le pays et la pression financière exigeant que l'on repense les priorités dans l'enseignement universitaire. Il semble donc utile de démontrer la place d'une langue étrangère comme le français au niveau universitaire et son rôle dans la vie économique, politique et scientifique d'un pays pourvu déjà de onze langues officielles.

Parmi les facteurs importants justifiant le maintien (sinon l'accroissement) de l'enseignement du français en Afrique du Sud, nous pouvons citer : le retour de l'Afrique du Sud sur la scène internationale; l'immense attention dont elle fait l'objet à travers le monde; l'intérêt toujours grandissant montré par les Sud-Africains pour l'apprentissage de

la langue française comme l'atteste par exemple l'éclosion des centres d'apprentissage de l'Alliance Française, partiellement en raison du profil haut de la langue française en Afrique et dans certains pays industrialisés comme la France ou le Canada ; la montée en puissance du volume des investissements français en Afrique du Sud ; le rôle grandissant que l'Afrique du Sud joue sur le continent africain dont près de la moitié des pays sont francophones.

Ainsi donc, le fonctionnement à ce jour des études françaises dans les universités sud-africaines, les buts visés par ces études, les avantages tirés et la manière d'adapter cet enseignement aux nouvelles exigences d'une société en pleine transformation méritent d'être analysés. C'est ce qui a été le catalyseur de cet article. Les points suivants seront passés en revue : un bref aperçu historique et l'état actuel de l'enseignement du français dans les universités sud-africaines, les efforts d'adaptation et de changements en cours pour adapter l'enseignement aux résultats souhaités et exigés par les réalités et besoins locaux, et, enfin, l'avenir des études françaises et les possibilités offertes par les nouvelles conditions d'ouverture du pays au monde. Nous commencerons par décrire brièvement le cadre de l'enquête menée pour cette étude.

L'enquête

Vers la fin de l'année académique 1995, à la suite de la chute des effectifs des étudiants inscrits qui étaient à leur plus bas niveau, une recommandation a été faite aux autorités de l'Université du Nord (UNIN) de fermer purement et simplement le Département de Français. Par la suite, la décision s'est révélée peu sage et précipitée. De sa création au début des années 1990, le département avait fonctionné grâce à une aide financière généreuse du Ministère Français de la Coopération couvrant le salaire d'un coopérant français sous contrat. Lorsque cet accord est venu à terme, le gouvernement français décida de remettre la responsabilité aux Sud-Africains. L'université devait ainsi créer un poste d'enseignement en puisant dans ses propres ressources. La mission de la nouvelle recrue était, entre autres choses, de réorganiser d'urgence le programme d'enseignement pour le rendre attrayant aux étudiants et pour l'adapter

départements de français ailleurs avaient moins de 100 étudiants inscrits, le nombre le plus bas (huit étudiants) étant celui de l'UNIN.

L'examen des données a révélé que la ville dans ou près de laquelle l'université est située détermine en grande partie l'importance du nombre des inscrits en études françaises (et peut-être leur popularité). Les cinq universités ayant les chiffres les plus élevés des inscrits sont des universités situées dans de grandes métropoles, notamment : Johannesburg, Le Cap, Pretoria. Cette tendance est favorisée par la disponibilité du français comme sujet d'examen au baccalauréat (*matriculation*) dans les grandes villes. Les candidats dans ces villes sont sans doute mieux préparés et plus motivés pour entreprendre des études françaises à l'université. Il est utile de faire remarquer que ces chiffres excluent le nombre croissant des élèves qui suivent les cours de la langue française offerts par l'Alliance Française dans ces métropoles.

D'autres aspects importants étudiés sont : le programme, le contenu des cours, les méthodes d'enseignement, les contacts avec d'autres universités et les programmes d'échange, les ressources humaines et physiques, les activités extra murales, qui ont été comme facteurs importants dans le succès ou l'échec des programmes d'enseignement d'une langue étrangère. Dans cette communication, ces facteurs ne seront pas examinés en détail.

Jusqu'à récemment, l'enseignement du français dans les universités sud-africaines avait un caractère littéraire. Cependant, comme signe de temps, des efforts ont été fournis dans certaines universités de réorganiser les programmes et contenus des cours en prenant soin d'y inclure une composante significative de langue. Cet aspect fera l'objet d'une attention particulière dans la section suivante.

En ce qui concerne la réforme des programmes d'enseignement du français, l'on a constaté qu'il y a une tendance généralisée à introduire graduellement un contenu à caractère professionnel, en partie à cause de l'ouverture au monde du pays dans les dernières années. Dans certains cas, la composante professionnelle pèse plus dans le contenu que la composante littéraire traditionnelle. Un exemple est offert par une

université jadis réservée aux Blancs où les études littéraires françaises ont été réduites à une option des études françaises. Les autres options sont : le français pour les sciences économiques et la science politique, le français pour le tourisme, et le français des affaires. Avec l'introduction d'un diplôme de tourisme (*B.A. in Tourism*) à la Faculté des Lettres (il en a déjà un à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion), le français pour le tourisme est prêt à croître en importance. D'autres universités offrent des programmes similaires : des cours de traduction, des cours de français des affaires, de français dans le monde des affaires, de français commercial, ou de la pratique de la traduction. Le nouveau programme récemment élaboré par le département de français à l'UNIN est fort comparable aux programmes mentionnés ci-dessus.

L'analyse des données indique que les universités anciennement réservées aux Blancs ont été à l'avant-garde des transformations profondes des études françaises, bien que certaines universités anciennement réservées aux Noirs semblent avoir suivi l'exemple. Cela est dû à leur longue tradition dans l'enseignement du français, aux moyens à leur disposition, ainsi qu'à la liberté de choix dont elles avaient toujours jouie.

En analysant les compétences de langue enseignées, il a été constaté, de manière inattendue, que ces quatre compétences étaient enseignées dans presque tous les types de cour ; dans certains cas cependant, certaines compétences étaient davantage enseignées que d'autres. Il semble ainsi que le français serait encore enseigné en Afrique du Sud de la manière traditionnelle qui consiste à enseigner presque également les quatre compétences. Il est peut-être utile de dire, en passant, que puisque certains des étudiants inscrits pour les études françaises n'auraient pas suivi de cours de préparation de la langue française avant d'entreprendre ces études, cette approche traditionnelle d'enseigner toutes les compétences est bien indiquée. En plus, si l'utilisation envisagée de la langue française ne requiert pas une élocution parfaite, il serait plus utile de consacrer plus de temps et d'efforts à l'enseignement des compétences qui sont requises. Par exemple, si le but désiré est d'être capable de lire avec compétence les textes en français pour en extraire des informations et des données, le cours

devrait premièrement et en priorité équiper les étudiants avec la compétence de la lecture.

Cependant, les universités à l'avant-garde des innovations dans les programmes enseignent d'autres compétences pratiques, telles la traduction et le français pratique des affaires. D'autres départements de français dans les universités sud-africaines semblent traîner les pieds, à en juger par leurs réponses au questionnaire, mais certains changements auraient eu lieu entre temps, étant donné les modifications envisagées vers un enseignement orienté vers les professions.

Pour un pays essentiellement anglophone comme l'Afrique du Sud, il est nécessaire que les départements de français établissent des contacts de toutes sortes et des visites d'échange avec d'autres institutions dans les pays francophones. En effet, les universités européennes et américaines ont une longue tradition de tels contacts et en Grande-Bretagne en particulier, les étudiants qui choisissent une langue étrangère comme leur sujet principal doivent passer une année de séjour dans le pays où la langue est parlée comme première langue. Cependant, beaucoup d'universités sud-africaines manquent des moyens pour mener un programme de séjour d'études à l'étranger pour une année pour des douzaines d'étudiants inscrits au programme. De plus, ces étudiants seraient privés d'une année de cours dans les autres disciplines qu'ils auraient choisies comme faisant partie de leur programme conduisant au diplôme. Des séjours plus courts, combinés avec des activités locales qui simuleraient un cadre authentique seraient donc préférables.

De cette enquête, nous pouvons conclure que les contacts formels entre les départements de français des universités sud-africaines et d'autres départements à l'étranger sont insuffisants. Ceci n'est pas surprenant étant donné l'isolement de l'Afrique du Sud pendant des décennies en raison de l'apartheid. Les accords bilatéraux comme celui proposé entre l'UNIN et l'Université de La Réunion devraient être encouragés sous des formes variées. Ceci étant, examinons maintenant les besoins locaux pour la langue française en Afrique du Sud et les possibilités offertes à l'avenir par les études françaises dans les universités sud-africaines.

Besoins locaux et possibilités

Une question vient à l'esprit immédiatement : peut-on envisager de mettre les études françaises sur un pied d'égalité avec l'enseignement des autres disciplines académiques? Si la réponse est non, peut-être se limiterait-on à enseigner le français dans les centres comme ceux de l'Alliance Française. Si la réponse est oui, comme nous le pensons, nous devons démontrer au contribuable et aux décideurs que les études françaises ne sont pas un luxe. C'est ce que nous tenterons de faire dans le reste de cette communication en examinant rapidement les différents domaines de l'usage du français. Cette analyse fournira la base à l'examen de l'avenir des études françaises dans les universités sud-africaines.

L'on peut tester l'importance et l'utilité du français en tenant compte de la géographie, la politique et la diplomatie, et l'économie. Sur le plan géographique, l'Afrique du Sud n'a pas de frontière avec des pays francophones. Cependant, étant un pays africain, l'Afrique du Sud ne peut pas ne pas tenir compte de la forte présence et de l'usage répandu du français ou d'ignorer le poids des pays francophones sur le continent : près de la moitié des pays membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, plus précisément 21 des 51 pays, font usage du français comme leur seule langue officielle (ou la langue officielle prédominante). Il serait peu sage pour tout pays non-francophone de ne pas tenir compte de ce fait, comme il le serait pour tout autre pays d'ignorer la présence de l'anglais et des pays anglophones sur le continent.

Une raison de plus qui exige que l'on note la présence du français est le mouvement des investissements français en croissance. Les chiffres donnés en juillet 1997 par la Commission Française du Commerce en Afrique du Sud montraient qu'il y avait plus de 100 entreprises françaises de toutes tailles à travers la gamme des activités économiques en Afrique du Sud, employant plus de 16.000 Sud-Africains. Pour la France, ceci est une position stratégique à partir de laquelle elle espère prendre pied sur le continent africain et rétablir sa position d'influence en utilisant l'Afrique du Sud comme rampe de lancement. Pour accomplir

cette mission d'expansion, surtout en Afrique francophone, les entreprises françaises auront évidemment besoin de personnel sud-africain non seulement qualifié dans un domaine ou un autre du commerce ou des affaires, mais aussi pouvant manier la langue française convenablement sur le marché où ils représenteront leurs entreprises (la population qui constituera leur clientèle, les employés et agents administratifs locaux, et parfois même la compagnie-mère en France). Aucun marchand digne de ce nom ne s'attendrait à ce que les clients locaux puissent tous parler sa langue.

Aux niveaux politique et diplomatique, la pratique du français peut être indispensable pour les communications inter-gouvernementales aussi bien face à face que par écrit. Dans des conversations de ce genre avec leurs homologues francophones, les diplomates sud-africains auront besoin de traducteurs-interprètes capables de communiquer aisément dans les deux langues. Là où c'est nécessaire, les diplomates de niveau intermédiaire devraient manier les deux langues aisément afin de mener des dialogues de routine ou de communiquer quotidiennement par écrit avec les autorités locales.

Notre entretien avec la directrice de l'Institut des Langues du Ministère des Affaires Etrangères à Pretoria confirme les observations faites ci-haut. L'une des missions de l'Institut est de combler cette faille linguistique en enseignant intensivement les langues étrangères, dont le français occupe une place importante, aux membres du corps diplomatique s'appêtant à aller en poste à l'étranger. Cependant, les départements de français dans les universités pourraient même jouer un rôle plus important et pour ce faire, ils doivent adapter le contenu de leurs cours pour satisfaire des besoins autres que l'enseignement littéraire.

L'un de domaines d'utilisation des langues étrangères au niveau politique le moins visible est celui des services secrets. Il est bien connu que les gouvernements utilisent la technologie moderne — les pays occidentaux possèdent d'immenses moyens de télécommunications pour intercepter les communications des gouvernements étrangers comme par exemple Cheltenham en Angleterre ou Langley aux USA. Leur services d'intelligence ont ainsi grandement besoin d'un personnel compétent

dans le maniement des langues de ces pays. De même, les services d'intelligence sud-africains ne peuvent rien accomplir sans avoir leur propre personnel compétent dans les langues étrangères, surtout dans une langue comme le français. Le service d'intelligence étant un domaine exclusif où seuls les citoyens du pays peuvent être recrutés, les départements de français dans les universités sud-africaines doivent jouer leur rôle.

Un autre domaine dans lequel l'usage du français peut être senti avec acuité est celui du commerce et des affaires. Comme l'a si bien souligné la Commission d'Etudes sur la Planification Linguistique (*The Language Plan Task Group*; LANGTAG 1996), les entreprises sud-africaines semblent très peu préparées avec leur seule connaissance de l'anglais" (*South African businesses seem equipped with a knowledge of English only* (p. 106)). Pourtant, comme le rapport ajoute, pour vendre leurs biens et services à d'autres Africains, ces entreprises requièrent la connaissance des langues officielles et du commerce des pays dans lesquels elles s'aventureront. Ainsi, il serait urgent non seulement d'identifier et d'examiner le potentiel pour le commerce des langues étrangères, mais aussi d'établir des cours et des centres d'enseignement de ces langues. De tels cours seront destinés, entre autres, aux traducteurs et interprètes. Ce message a été aussi donné à un atelier de formation tenu à Pretoria sous le thème: "Faire le commerce avec l'Afrique Francophone: Le Problème de la Langue" (*Trading with Francophone Africa — The language issue*). Comme notre entretien avec l'Attaché Commercial de l'Ambassade de France à Johannesburg l'a aussi prouvé, non seulement la croissance des investissements français en Afrique du Sud a été quatre fois plus importante depuis 1994, mais les entreprises françaises ont de plus en plus besoin d'employés et décideurs sud-africains pouvant manier le français en plus des compétences professionnelles requises pour le lancement d'autres activités ailleurs en Afrique dont la moitié des pays sont francophones.

La Commission Française de Commerce reçoit périodiquement des offres d'emploi des entreprises françaises ou leurs filiales en Afrique du Sud qui requièrent des employés locaux francophones, mais souvent, il est difficile de satisfaire ces offres.

Le tourisme est un autre domaine en croissance qui aura besoin de personnel qui puisse manier les langues étrangères, dont le français. Ce domaine, comme le souligne le rapport de la mission d'Etudes sur la Planification Linguistique (*The Language Plan Task Group ; LANGTAG 1996*), et l'un des grands producteurs de revenu "one of the largest producers of income" (*LANGTAG, 1996:106*) en Afrique du Sud. Pourtant, les guides de tourisme (et peut-être les bureaux de tourisme) sont très peu préparés linguistiquement et culturellement, comme le souligne le rapport du *LANGTAG*. La commission recommande l'intensification des programmes d'enseignement dans les langues locales et les langues des touristes. Le français devrait bien figurer dans ces efforts.

Ceci étant, nous pouvons maintenant nous permettre de spéculer sur l'avenir des études françaises, après en avoir exploré les possibilités. Les observations suivantes sont en grande partie basées sur les données du questionnaire et les entretiens que nous avons eus à Pretoria respectivement au Ministère des Affaires Etrangères et à l'Université.

La première observation est qu'il y a un besoin réel de former des cadres locaux pouvant bien manier la langue française. Ce besoin a beaucoup augmenté depuis 1994. Par conséquent, le contenu des programmes de français dans les universités doit être bien réexaminé pour une adaptation éventuelle. Les changements observés dans beaucoup de départements de français à travers le pays sont opportuns et les bienvenus.

L'avenir des études françaises semble reposer sur les études à caractère commercial et professionnel et les études dites "littéraires", bien que n'étant pas encore complètement oubliées, deviendront de plus en plus rares et peu populaires. Ceci est prouvé par l'adoption par plusieurs départements (aussi bien dans les universités blanches que dans les universités noires) des programmes où l'on enseignera le français pour des buts spécifiques.

La réforme des programmes de français visera surtout l'adaptation du contenu de l'enseignement pour des domaines où il y a de plus en plus besoin de la connaissance de la langue française, notamment : les Sciences Politique et Economique, l'Administration des Affaires, les Sciences Commerciales, la Pharmacie. Ensuite, la formation des traducteurs et interprètes, peut-être en collaboration avec d'autres départements de langues et des départements de linguistique.

Une autre face de cette réforme devrait viser la formation des enseignants de français pour mieux équiper l'apprentissage de la langue à la base. Les départements de français pourraient peut-être partager cette tâche avec les facultés d'éducation. Dans l'avenir, le français pourra devenir populaire comme sujet d'examen au baccalauréat. L'ambition d'augmenter le profil des enseignants de français à la base devra aussi s'accompagner de l'amélioration des livres et manuels scolaires de français et de la production de matériel audio-visuel.

Pour l'économiste ou le technocrate, la taille de certains départements de français, tel le département de français à l'UNIN, justifierait leur extinction. Mais le bon sens et les faits détaillés ci-haut militent en faveur de l'expansion, plutôt que de l'extinction des études françaises dans les universités sud-africaines, surtout dans les universités anciennement réservées aux « non-Blancs ». Là où c'est nécessaire, le département de français pourrait être amalgamée avec d'autres départements de langues pour former une école ou faculté de langues comme c'est le cas dans quelques universités qui ont une école où le français et d'autres langues étrangères et locales sont enseignées.

Conclusion

Le but principal de cet article a été de démontrer que le français langue étrangère a une place importante dans la vie économique, politique et scientifique de l'Afrique du Sud, pays pourvu déjà de onze langues officielles. Parmi les facteurs importants justifiant la place et le rôle du français dans la mosaïque linguistique sud-africaine, l'on peut citer : le retour de l'Afrique du Sud sur la scène internationale ; l'immense

attention dont elle fait l'objet à travers le monde ; l'intérêt toujours croissant observé en Afrique du Sud pour l'apprentissage de la langue française, partiellement en raison du profil haut de la langue française en Afrique et dans certains pays industrialisés comme la France ou le Canada ; la montée en puissance du volume des investissements français en Afrique du Sud ; le rôle grandissant que l'Afrique du Sud joue sur le continent africain dont près de la moitié des pays sont francophones. Ainsi donc, l'enseignement du français au niveau universitaire est plus que nécessaire. Mais cet enseignement doit être orienté vers des buts spécifiques pour justifier la nécessité de bénéficier des subsides pour lesquels la compétition devient plus âpre.

Patricia N. Mathebula¹

REFERENCE

Language Plan Task Group (LANGTAG). *Towards a national language plan for South Africa.* Report to the Minister of Arts, Culture, Science and Technology, 1996.



¹ *Department of French, University of the North, Private Bag X1106, Sovenga 0727 (SOUTH AFRICA). Tel: +27-15-268 2257 — Fax: +27-15-267 0152 — E-mail: patri-ciam@unin.unorth.ac.za*